



Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Isabelle TOUZARD.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique des logements : accord-cadre de partenariat - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Le Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat (PREH), lancé en 2013, définit une politique ambitieuse de rénovation thermique du parc immobilier avec pour objectif la rénovation à partir de 2017 de 500 000 logements par an sur le territoire national dont 380 000 appartenant au parc privé. Cette ambition a été réaffirmée par la Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015.

Localement, le Plan Climat 2013-2018 de Montpellier Méditerranée Métropole a identifié lors de sa mise en œuvre l'enjeu phare de la rénovation thermique du résidentiel. Aussi, la Métropole s'est engagée depuis plusieurs années dans le domaine de la rénovation thermique de l'habitat au travers notamment des missions qu'elle mène dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, complétées par un soutien à la rénovation thermique des copropriétés dans le cadre des financements EcoCité Ville de Demain.

Dans la continuité de ces premières actions, la Métropole a approuvé, par délibération n°14681 en date du 28 juin 2017, la mise en place sur son territoire d'une Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique de l'habitat privé (PTRE), dispositif soutenu par l'ADEME dans le cadre d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI).

La Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique, service public de la rénovation énergétique, doit ainsi contribuer à la définition et la mise en œuvre d'une stratégie d'accompagnement de la rénovation thermique des logements en vue de sa massification.

Les enjeux identifiés autour du dispositif concernent donc le grand public (simplification des démarches et procédures afin d'emporter la décision de travaux), mais également les professionnels du bâtiment et les organismes bancaires. Des actions incitatives devront en effet être proposées à ces deux derniers publics en vue de structurer le marché et accompagner ces acteurs dans leur montée en compétences.

Afin de construire un dispositif qui réponde à ces différentes thématiques, des partenariats avec les acteurs de l'habitat, du conseil grand public, de l'énergie et du bâtiment ont été noués dès la phase de préfiguration. Afin de formaliser ces partenariats, l'ADEME et la Métropole proposent de signer un accord-cadre relatif au fonctionnement opérationnel de la Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique des logements.

Cet accord-cadre a pour finalité de rappeler les principes et enjeux de la PTRE ainsi que la contribution de chaque signataire :

- l'ALEC, (Agence Locale de l'Energie et du Climat) de Montpellier, opérateur principal du dispositif,
- l'ADIL, (Agence Départementale d'Information sur le Logement) de l'Hérault, accompagnera les particuliers sur les volets financier et juridique,
- le CAUE, (Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement) de l'Hérault, apportera son expertise technique sur plan architectural,
- la SERM, (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) assurera la promotion de la PTRE auprès des copropriétaires raccordés au Réseau Montpelliérain de Chaleur et Froid,
- et la CAPEB, (Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment) de l'Hérault et la FFB, (Fédération Française du Bâtiment) de l'Hérault, contribueront à l'animation et la formation des professionnels du bâtiment.

Il est à noter également que le cercle de partenaires mobilisés autour de la Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique des logements sera amené à s'élargir, ceci afin de proposer une réponse toujours plus complète aux problématiques rencontrées. Aussi des avenants permettant d'associer les nouveaux partenaires à l'accord-cadre pourront être conclus afin de formaliser ces nouveaux partenariats.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'accord-cadre de partenariat proposé ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'accord-cadre, ses avenants à venir ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix


Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 9 voix

Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 6 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180531-42730-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/06/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.